



En hausse

NETFLIX – L'investisseur américain Carl Icahn, connu pour ses raids boursiers, a annoncé, mercredi 31 octobre, avoir pris près de 10 % du capital de Netflix. A cette annonce, l'action du loueur de vidéos sur Internet a bondi de 22 % avant de clôturer sur un gain de 13,88 %, à 79,24 dollars.



En baisse

FACEBOOK – L'action du réseau social a clôturé, mercredi 31 octobre, sur un recul de 3,79 %, à 21,11 dollars. Cette chute est imputable notamment à un déblocage, le 29 octobre, des ventes de 234 millions de titres détenus par les investisseurs historiques et les salariés.

Les cours du jour (01/11/12, 09h49)

EURO	1 euro	1,2967 dollar (achat)
OR	Once d'or	1719 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	86,24 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,24 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,7 (à dix ans)

Le chômage pousse les Européens du Sud à l'exode

Les flux migratoires s'amplifient vers le nord du Vieux Continent. L'Espagne redevient un pays d'émigration

Is sont jeunes, vieux, diplômés ou autodidactes. Ingénieurs, architectes ou maçons. Ils sont européens et ils sont au chômage. Pour eux, la seule échappatoire est, de plus en plus souvent, l'exil, tant l'espoir d'une reprise du marché de l'emploi semble mince.

Fin septembre, l'Europe comptait quelque 25,7 millions de chômeurs (18,5 millions en zone euro), selon les chiffres publiés par Eurostat mercredi 31 octobre. Soit 2 millions de plus qu'il y a un an. Dans l'Union monétaire, le taux de chômage atteint 11,6 % de la population active. Pour les jeunes de moins de 25 ans, le chiffre grimpe à 23,3 %. Du jamais-vu ! « Ça va mal », résume l'économiste Jacques Delpla, membre du Conseil d'analyse économique. Et la situation, dit-il, devrait empirer encore pendant douze à dix-huit mois. En particulier en Europe du Sud.

Conséquence, dans ces pays, où le chômage atteint des niveaux semblables à ceux de la Grande Dépression des années 1930, les travailleurs partent en masse. Les données sont encore imprécises, mais divers indicateurs (transferts d'argent, demandes de visas) attestent de flux migratoires en partance de l'Europe du Sud et de l'Irlande, indique Dilip Ratha, économiste à la Banque mondiale.

C'est en Espagne (25,8 % de chômage) que le phénomène est le plus spectaculaire. Terre d'immigration pendant la dernière décennie, à la faveur de la bulle immobilière, le pays est devenu une terre d'émigration. Selon l'institut de la statistique espagnole, entre janvier et septembre, la population s'est réduite de l'ordre de 138 000 personnes. Près du triple du chiffre de 2011, s'inquiète le quotidien national *El País*.

L'histoire se répète en Grèce, en Irlande, ou au Portugal. Chercheurs d'emploi écœurés ou jeunes diplômés ambitieux tentent leur chance ailleurs. Bien souvent en Australie pour les Grecs, où existe une importante diaspora. Ou en Suède, l'un des rares pays européen en bonne santé économique et financière : en 2011, les demandes d'installation dans ce pays de la part des Grecs auraient doublé par rapport à 2010, rapporte l'agence Bloomberg, signalant que la tendance se poursuit 2012.

En Irlande, en dépit de la lente amélioration de la conjoncture, 8 000 chômeurs ont encore postulé, en octobre, pour des postes à pourvoir au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande ou en Asie, lors du forum « Working Abroad » (travailler à l'étranger) qui se tenait à Dublin, pointe le *Irish Times*, évoquant une « génération émigration » (une génération de l'émigration).

Enfin, à Lisbonne, les départs ont repris et les Portugais optent souvent pour leurs anciennes colonies, Brésil, Angola, Mozambique, ou des pays mieux lotis qu'eux dans le nord de la zone euro.

L'Allemagne à l'équilibre budgétaire en 2014

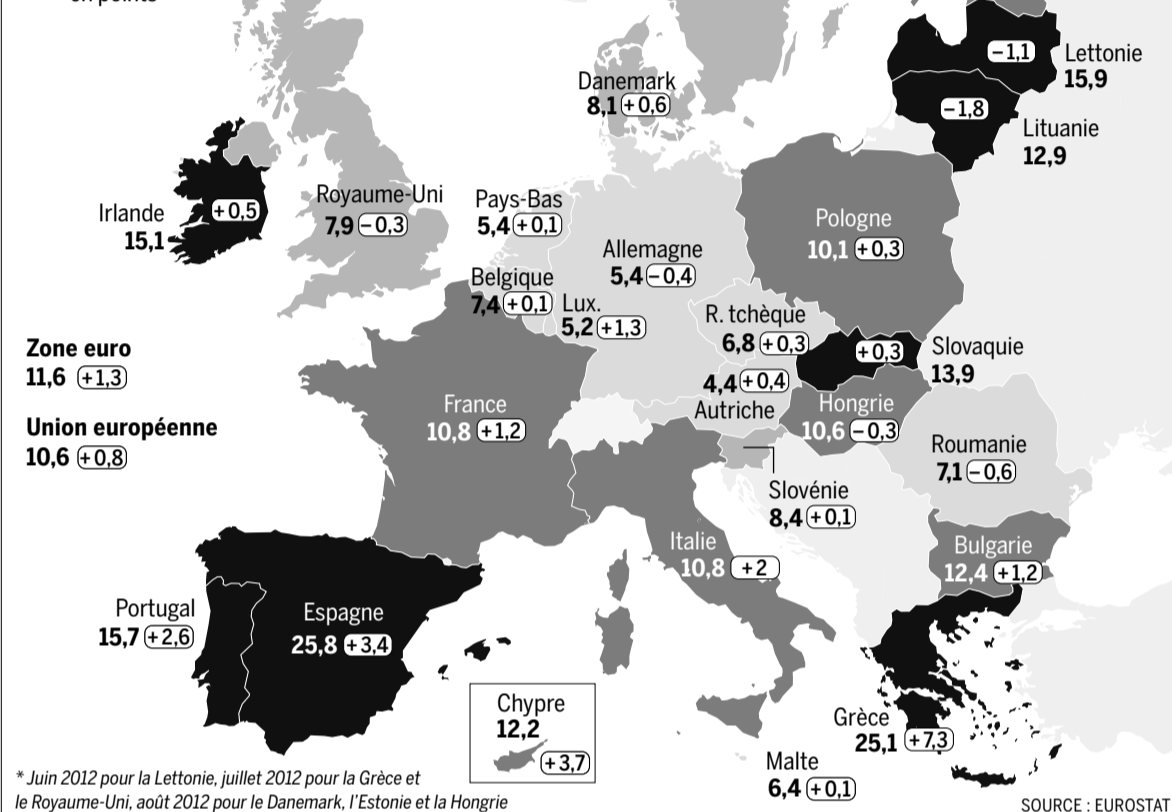
L'Allemagne vise un budget à l'équilibre d'ici à 2014, malgré une moindre hausse de ses recettes fiscales à partir de 2013, a déclaré, mercredi 31 octobre, le ministre des finances Wolfgang Schäuble. Cette année, les recettes fiscales du pays devraient être supérieures de 5,8 milliards d'euros aux estimations, selon le ministère des finances. Le gouvernement d'Angela Mer-

Le chômage atteint un niveau record

TAUX DE CHÔMAGE EN SEPTEMBRE 2012*
en % de la population active

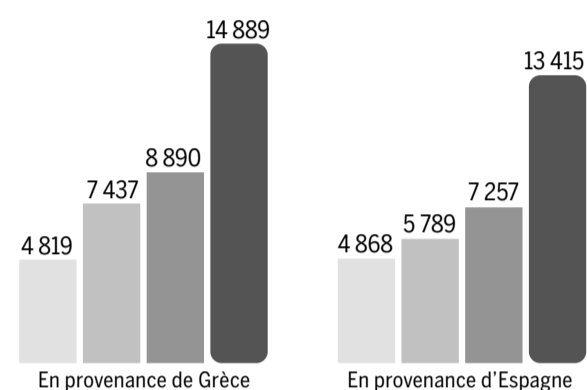
4,4 7,5 10 12,5 Plus de 12,5

(XX) Écart par rapport au même mois de l'année précédente, en points



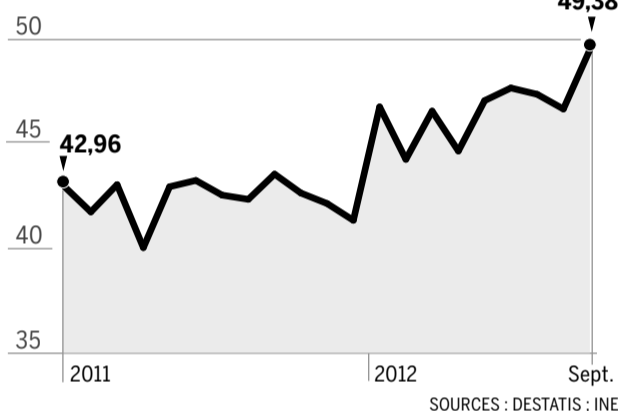
ÉVOLUTION DE L'IMMIGRATION EN ALLEMAGNE

en nombre de personnes



ÉMIGRATION ESPAGNOLE

en milliers de personnes, données mensuelles



Ces migrations ont beau « traduire le désespoir de la population », comme le souligne Xavier Timbeau, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), elles n'ont pas que des inconvénients.

A court terme, ces départs permettent de limiter les dépenses publiques – allocations, etc. – des pays en crise et atténuent les méfaits du chômage, observe Michael Saunders, économiste chez Citigroup dans une note de recherche datée du 9 octobre.

Une ressource essentielle

Ce dernier, reprenant les données d'Eurostat, souligne que dans les « Gipsi » (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne et Italie), la population en âge de travailler s'est réduite au premier semestre dans une fourchette de 0,1 % à 0,9 % par rapport à la même période de 2011, mais qu'elle a augmenté de 0,2 % en Allemagne. Un pays où le chômage est au ras des pâquerettes et qui souffre d'une pénurie de main-d'œuvre.

Ces « transferts » de travailleurs auraient permis de réduire le chômage jusqu'à 6 % par an dans les pays les plus touchés, pointe Thomas Liebig, économiste à l'Organisation de développement et de coopération économique (OCDE) citant de récents travaux de recherche. En outre, les travailleurs émigrés renvoient de l'argent vers leurs proches restés dans le pays,

assurant un transfert financier bienvenu.

Pour Bernard Girard, consultant en entreprises et auteur de plaidoyers en faveur de la liberté de circulation des travailleurs en Europe, « ces migrations ressemblent à celles qu'ont connues les Etats-Unis dans les années 1930 ». Selon lui, elles pourraient annoncer « la création ou peut-être le développement d'un véritable marché du travail européen » comme il en existe aux Etats-Unis.

Seul écueil, le marché du travail n'est pas parfait : les travailleurs qui s'expatrient ne sont pas toujours ceux dont ont besoin les pays

d'accueil. L'OCDE souligne que 30 % des travailleurs qualifiés immigrés en Europe acceptent des emplois pour lesquels ils sont surdiplômés. Les « natifs » du pays concernés ne seraient que 12 % à souffrir de ce décalage entre leur poste et leur qualification.

Reste – et c'est là le plus inquiétant – qu'avec ces hémorragies de main-d'œuvre, les pays en crise risquent de perdre une ressource essentielle à leur croissance future. Les économistes, en effet, s'inquiètent des profils des partants : jeunes et brillants diplômés ? Recrues longues à former dont le pays pourrait avoir cruellement

besoin pour se redresser ? Les statistiques disponibles ne permettent pas d'identifier de façon précise le niveau d'éducation des travailleurs émigrés d'Europe du Sud. Mais celles et ceux qui s'exilent ont en grande partie entre 20 et 29 ans, avance M. Saunders. Ces travailleurs auraient représenté, à terme, des recettes fiscales.

Il n'est pas certain, enfin, que ces flux de population soient globalement bénéfiques à l'Europe. Car l'Allemagne et la Suède n'en captent qu'une partie. Du fait de la barrière de la langue notamment, celles et ceux qui partent optent aussi pour l'Afrique, l'Amérique latine

ou l'Amérique du Nord. De quoi compromettre la reprise du Vieux Continent.

A moins que ces mouvements ne soient que temporaires. « On a de bonnes raisons de le penser », assure M. Ratha, car il s'agit d'une émigration « volontaire et naturelle liée à la crise », dit-il. Une fois que la situation s'améliorera les populations devraient revenir. Sauf à ce que la crise dure... Or, la limite fatidique serait quelque part entre cinq et dix ans. Passé ce cap, « les émigrés ne reviennent plus chez eux », prévient M. Ratha. ■

CLAIRE GATINOIS

« L'idée de ne pas pouvoir revenir me donne le vertige »

Madrid
Correspondance

« J'ai fait de longues études, j'avais beaucoup d'expérience dans mon domaine, je parle quatre langues et, malgré tout, j'ai dû quitter mon pays. » Le constat est amer et sans appel. Poussée par la crise, comme beaucoup de ses compatriotes, Carmen Garcia Pinacho n'a pas eu le choix. Elle a quitté l'Espagne en janvier 2010.

Direction Paris. Architecte espagnole de 37 ans, elle n'a guère tardé à trouver un emploi et se félicite de sa décision, mais elle a parfois le blues. « J'ai toujours voulu avoir une expérience à l'étranger. Mais parfois je sens que je n'ai pas la possibilité de revenir. Et cela me donne le vertige. »

Selon les estimations des experts, difficiles à réaliser du fait de la libre circulation des travailleurs en Europe, entre 50 000 et 300 000 Espagnols auraient plié bagage pour fuir le chômage qui frappe un quart de la population active depuis 2009.

M^{me} Garcia Pinacho, membre d'un collectif particulièrement touché par l'explosion de la bulle immobilière en 2008, n'y a pas

échappé. « Je travaillais dans une agence de taille moyenne. J'ai terminé les trois chantiers en cours, puis plus rien », raconte-t-elle. Quelques entretiens sans suite, des concours sans résultat et neuf mois de chômage la décident à débarquer dans la capitale française. Avec deux atouts : « Je n'avais pas de crédit immobilier à rembourser et je parlais la langue, car j'ai étudié au lycée français de Madrid. »

Dès les premiers curriculum vitae envoyés, elle enchaîne les entretiens d'embauche, profitant de l'excellente réputation des architectes espagnols à l'étranger. Une réputation fondée sur leur formation, qui inclut de solides connaissances en ingénierie.

Alors qu'à Madrid toutes les portes lui étaient fermées, elle se retrouve à devoir choisir entre trois entreprises différentes, dont Bouygues, et décide d'accepter l'offre du studio de Dominique Perreault, l'architecte de la Bibliothèque nationale de France, où elle travaille depuis. « Je suis très contente. J'ai un emploi enrichissant dans un cabinet réputé et je travaille sur des projets importants, comme celui du pavillon

Dufour au château de Versailles », souligne M^{me} Garcia Pinacho.

En comparaison avec ses amis architectes restés en Espagne, elle s'estime « heureuse ». « C'est une tragédie, ce qui se passe là-bas. Ils cherchent tous à se reconvertir. Certains ont ouvert une boutique de vêtements pour enfants sur Internet. D'autres essaient de louer leur appartement pour retourner vivre chez leurs parents. » Et beaucoup sont eux aussi partis « à Londres, à Berlin, en Belgique et même en Chine », énumère-t-elle.

Une « génération perdue »

Les hommes politiques espagnols ne semblent pas s'inquiéter du phénomène, comme en témoignent les propos de l'ancienne présidente de la région de Madrid, Esperanza Aguirre, qui déclarait en septembre que « si l'Allemagne a besoin de jeunes bien formés, Madrid peut les lui fournir ». Et d'offrir 20 000 cours d'allemand basique aux chômeurs. Tout, pourvu que cela permette d'alléger la pression sur l'emploi.

Pourtant, certains économistes s'inquiètent au contraire de voir partir les « cerveaux » et critiquent

le fait que d'autres pays profitent à moindres frais d'une formation payée par l'Espagne. « L'Espagne a investi énormément dans l'éducation, et finalement c'est une sorte de subvention pour les pays voisins. C'est extrêmement triste », souligne l'économiste et démographe au Conseil économique et social espagnol, Juan Antonio Fernandez Cordon, qui n'hésite pas à parler de « génération perdue ».

« Nous pensons que l'émigration des années 1960 ne se reproduirait pas. Or, même si l'hémorragie que vit l'Espagne n'est pas comparable en volume, puisque près de 2 millions d'Espagnols étaient partis alors, elle est au moins aussi grave si on la mesure en énergie et en bagage intellectuel. Car ceux qui partent sont les jeunes les mieux formés, les plus entreprenants, et non pas la main-d'œuvre peu qualifiée de l'époque. Il y a peu de chances qu'ils reviennent. »

M^{me} Garcia Pinacho n'exclut pas de rentrer au pays, mais « pas avant cinq ans », le temps que l'économie sorte du marasme, estime-t-elle. « A moins que je ne rencontre un Français et ne fonde une famille ici... » ■

SANDRINE MOREL